

Aurore LALUCQ, Chair,
Committee on Economic
and Monetary Affairs ©
European Union (2024) -
European Parliament



Aurore Lalucq, Chair, Committee on Economic and Monetary Affairs © European Union (2024) - European Parliament

EUROPE - LE SCANDALE DE TROP -

ACTE 2 : (TOTALE) INDEPENDANCE DE LA BCE

LA GESTION DESASTREUSE DE L'EURO

https://www.ecb.europa.eu/euro/digital_euro/progress/html/ecb.deprp202510.en.html

https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2026/html/ecb.sp260603_1~2801335beb.fr.html

I. L'EURO : MONNAIE DE LA CUPIDITE ET DE LA DEMESURE

A. L'EURO EST UNE MAUVAISE MONNAIE : FONCTIONS D'UNE MONNAIE

Pour que « une monnaie » soit qualifiée de « bonne monnaie », elle doit remplir CINQ FONCTIONS :

a) Fonction de Numération

La fonction de numération consiste à retenir un **système de numération** permettant d'écrire, d'énoncer ou de mimer **les nombres**, et surtout d'organiser un système de comptage pratique basé sur le choix d'une numérotation que l'on désigne par « base ».

- ✓ La base « 1 » est évidemment la plus primitive : elle se « montre » avec un doigt et un signe (qui ressemble à un doigt) mais elle devient vite impraticable dans la vie courante pour le comptage des récoltes, des troupeaux et de tous les artefacts dans les sociétés primitives.
- ✓ La base « 2 » est utilisée par l'informatique sous la forme de « 0 » et de « 1 » : elle permet de décliner des nombres vers le haut ou vers le bas en utilisant le principe du « rang ».
 - Le chiffre 3 s'écrit sous la forme d'un octet (huit nombres): 00000011 parce que $3/2=(1 \times 2)+1$, ce qui positionne le résultat 11 en rang 1 et 2.
 - Le chiffre 12 s'écrit 1100 ou $12/2=6$; $6/2=3$; $3/2=(1 \times 2)+1$ et donc : 00001100 (rang 3 et 4).
- ✓ La base « 10 » a finalement été retenue majoritairement dans le monde non seulement pour écrire des nombres mais surtout pour faciliter les quatre opérations (addition, soustraction, multiplication et divisions), le calcul de base (fractions, puissances), l'algèbre élémentaire (équations) et la géométrie simple. Elle repose donc sur le système indo-arabe avec la représentation des nombres et l'introduction du « zéro » pour représenter le « rang ».

Très concrètement, le choix de l'unité est essentiel pour pouvoir décliner des valeurs numériques facilement, vers le haut et vers le bas mais, aussi dans un contexte de mondialisation, de pouvoir comparer des prix et des valeurs dans toutes les monnaies existantes.

Si l'unité choisie correspond approximativement au prix du pain, d'un bol de riz ou d'un bol de manioc, elle peut se décliner facilement vers le haut et vers le bas.

Par contre, s'il faut un million d'unité pour le même achat, il devient impossible de se représenter mentalement le prix d'un immeuble, d'un champ ou d'une grande entreprise.

Les transactions de grande valeur se déclinent donc en actifs réels dans les sociétés primitives ou totalement désorganisées par des guerres: des vaches, des chèvres, des pierres, des coquillages, des métaux rares, des terres, de la viande, des biens alimentaires de base, ...

Le SEBC (dirigé par la BCE) a juste calqué la fonction de numération de l'Euro et des (autres) Monnaies Européennes affidées sur celle du Dollar dans une fourchette de
 $0.8 \text{ DOLLAR} < \text{UN EURO} > 1.6 \text{ DOLLAR}$

b) Fonction de Transaction

Les moyens de paiement doivent être faciles à utiliser, et donc disponibles sous plusieurs formes.

Actuellement, les moyens de paiement les plus courants sont : les pièces, les billets de banque, le chèque bancaire, le virement bancaire et la monnaie électronique, à ne pas confondre avec la monnaie numérique ⁽¹⁾.

Il est facile de comprendre que les moyens de paiement les plus anciens comportent des limites liées au poids (pièces), à la surface (billets) et/ou aux risques (vol, pillage d'un compte bancaire, faillite d'un intermédiaire).

Par contre, le risque lié au stockage des valeurs monnaies électroniques concerne les comptes bancaires (courants et épargne), les comptes d'assurance (assurance-vie, fonds en monnaie légale, fonds en unités de compte), les comptes de retraite (fonds en monnaie légale, fonds en unités de compte) et les liquidités stockées sur des supports non financiers (téléphone, monnaies privées, actifs non monétaires).

Le danger le plus « ignoré » de ces moyens de stockage, c'est la concentration et le manque de cadre législatif.

Quand un seul intermédiaire gère des fonds (qui ne lui appartiennent pas) correspondant à plusieurs années de revenu national net, il cherche toutes sortes de moyens pour augmenter sa « surface de stockage ».

Cet intermédiaire devient automatiquement néfaste : il trouve toutes sortes de moyens pour « bloquer » les fonds de ses clients, il évite de payer des impôts et taxes dans le pays de ses collectes et il prend des risques de plus en plus grands (en valeurs et en niveau de sécurité) par pure cupidité.

Pendant plus de cinquante ans, l'IME et la BCE ont négligé le développement des cartes bancaires comme moyen de paiement sur le sol européen et dans le monde.

Le SEBC a laissé le champ libre aux leaders des services financiers américains (cartes bancaires, PayPal et autres) en abandonnant pratiquement sa souveraineté à l'Etat Américain (qui peut à tout moment menacer l'Europe de restrictions de ces services).

Le SEBC (BCE) reporte aujourd'hui la faute de cette grave incurie sur les banques privées qui n'auraient pas rempli cette mission de « faciliter » cette fonction de transaction en créant leurs propres réseaux ⁽²⁾

c) Fonction de Réserve

La deuxième qualité d'une bonne monnaie repose sur sa fonction de réserve : sa valeur de transaction doit rester stable dans le temps.

Par contre, comme aucune monnaie ne respecte cette condition depuis la nuit des temps, les humains (possédants) ont introduit un premier biais,

le principe de « *l'usure du temps* »

(en exigeant le paiement d'intérêts, calculés prorata temporis avec un taux annualisé).

Evidemment, cette « contrainte » conduit à introduire un deuxième biais :

le principe des « *intérêts composés* ».

Ce principe des « *intérêts composés* » déstabilise tout le fonctionnement de la Société sur du long terme qui se traduit par l'introduction d'un troisième biais :

« *l'argent crée (de) l'argent* »

(sans être « *rendu* » aux plus faibles sous forme d'impôts et taxes).

Dans les articles « Fake News », nous avons montré les comportements des possédants (le monde de la finance) pour « cacher la réelle inflation » :

<https://www.alter-europa.com/fr/hausse-des-taux-interet-lutte-contre-linflation-zone-euro/>

¹ La monnaie électronique est une valeur monétaire stockée sur un support électronique qui représente une créance sur l'émetteur, tandis que la monnaie numérique est un terme générique englobant toute forme de monnaie existant uniquement sous format informatique ou dématérialisé.

² C'est évidemment une accusation facile pour disculper le SEBC, chargé d'optimiser les fonctions des monnaies européennes, qui a fait preuve de lacunes notoires au niveau de ses missions.

Et bien sûr, comme dans les sociétés primitives et/ou société en guerre, la fonction de réserve n'est plus remplie : la fonction de transaction elle-même s'efface derrière le troc.

En clair, aucune monnaie n'a respecté cette fonction de réserve, ce qui s'est traduit systématiquement par des « changements de monnaie » par les possédants avec ce principe cruel : la Loi de Gresham.

« Une mauvaise monnaie remplace toujours une bonne monnaie ».

Sans grande erreur, nous pouvons donc affirmer que ces **changements de monnaie** se révèlent « impératifs » au moins trois fois par siècle ce qui peut se « visualiser » facilement grâce à l'introduction des bases logarithmiques.

La base logarithmique népérienne s'est notamment révélée très pratique pour calculer des nombres en « puissance » ou en « exposant » : **elle démontre que le système actuel repose sur le principe de « l'argent crée (de) l'argent » ou celui de : « l'inflation crée la richesse, et donc la pauvreté ».**

Par exemple, si l'inflation est de 2% par an, le patrimoine de 100 euros devient au bout de vingt-cinq ans (en une génération et en intérêts composés) : $100X(1+0,02)^{25}=164$ euros.

Sur cent ans : $100X(1+0,02)^{100}=724$ euros.

Sur mille ans : $100X(1+0,02)^{1000}$ = un peu moins de 500 millions euros.

Mille ans, c'est l'échelle du temps d'un grand foyer de civilisation...

Application de la base népérienne : $e^{20} \approx 485\,165\,195,41$

Sachant que l'exposant (20) s'obtient de la façon suivante :

Multiplication du taux et du temps : $0,02X1000=20$

En clair, la politique monétaire de la BCE (SEBC) et de toutes les banques centrales du G7 (et pays affiliés) est SUICIDAIRE.

Autrement dit, la fonction de réserve n'est pas du tout « respectée » avec

« un objectif (officiel) d'inflation limité à 2% »

(qui, nous l'avons prouvé dans l'article FAKE NEWS, n'est pas l'inflation réelle).

Toutes ces monnaies sont donc condamnées à disparaître :

elles sont remplacées tous les 20 à 30 ans par des monnaies encore plus mauvaises avant de disparaître complètement des circuits économiques et financiers.

En réalité, l'inflation (même faible) fait disparaître tous les foyers de civilisation parce que,

si « l'argent crée de l'argent »,

« il crée surtout de l'inflation »...

Or, « l'inflation crée une mauvaise distribution de la richesse »

(les profils sont remplacés par les « enrichissements sans cause » par le biais des spéculations, des importations sauvages et de l'évasion fiscale)

et donc, **« L'inflation crée donc de plus en plus de pauvreté et de pauvres »...**

(pertes d'emploi, pertes de revenus, perte de pouvoir d'achat et pression fiscale sur les consommateurs avec des fiscalités directes abusives).

L'inflation conduit (aussi) à des atteintes de plus en plus flagrantes aux libertés (lois liberticides) et aux droits essentiels des humains (droit de subsistance et droit à l'existence).

Mais, dans notre système de démocratie représentative, la pauvreté reste la pauvreté

parce que les pauvres sont des électeurs
(et qu'il faut bien les aider un peu pour « gagner des voix »).

Ce sont donc les classes moyennes qui sont sacrifiées.

Or, ce sont les classes moyennes qui « faisaient la croissance » ...
 Depuis plus de cinquante ans, elles s'appauvrissent rapidement (en deux générations) et « tombent (de plus en plus vite) dans la trappe de la pauvreté ».

En clair, l'euro est une très mauvaise monnaie parce qu'elle a tué, et tue encore sa classe moyenne.
 En trente ans, l'Europe a été littéralement déclassée dans les domaines les plus sensibles : économie, recherche et développement, finance internationale, défense et politique.

d) Fonction de Crédit

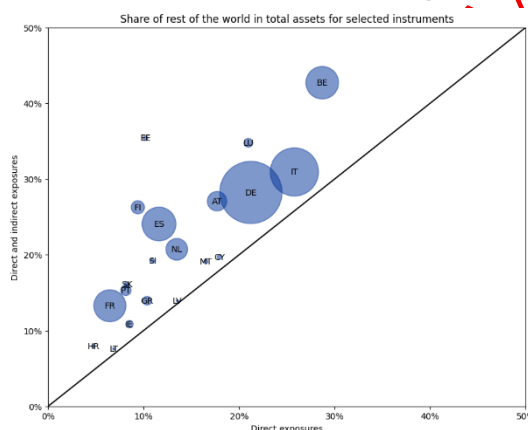
C'est une fonction qui, contrairement aux versions officielles, est actuellement très mal exercée en Europe.

En Europe, les (grands) banquiers sont à la fois cupides et stupides : ils préfèrent accorder des crédits à leurs filiales ou à leurs fonds d'investissement - hors Europe - plutôt de créer de la (vraie) richesse tout près de chez eux.

Selon les statistiques de la BCE, tous les pays de la zone euro ne sont pas concernés de la même façon par l'exode des économies des ménages dans le reste du monde (hors Europe) par le biais des investissements directs et indirects.

Les dernières analyses - graphique 2 - portent sur les actifs financiers des ménages du premier trimestre 2024 (T1-2024) :

Figure 1 : Investissements Directs et Indirects de la Zone Euro – la grande « délocalisation ».



<https://data.ecb.europa.eu/blog/blog-posts/exploring-investment-funds-households-own>

Ces « actifs des ménages » sont bien sûr ceux des placements financiers effectués par les collecteurs de liquidités (bancassurance essentiellement) sans que les ménages ne soient informés de la destination, de l'affectation et des risques pris.

« Par exemple, les actifs étrangers représentent 11 % du total des actifs financiers des ménages espagnols si l'on ne considère que les investissements directs.

Ce pourcentage passe à 24 % après prise en compte des parts de fonds d'investissement.

La Belgique, le Luxembourg, l'Estonie et la Finlande affichent les plus fortes augmentations de participations dans le reste du monde après prise en compte des participations indirectes, comme l'indique leur position la plus éloignée de la ligne diagonale du graphique.

On pourrait également s'attendre à ce que les ménages des pays dotés de marchés financiers plus importants ou plus développés investissent moins à l'étranger, mais ce n'est pas le cas, comme le montre le placement très différent de pays comme la France, l'Allemagne et l'Italie dans le graphique 2 ».

Sous un autre angle, dans une analyse de 2021, nous pouvons constater que les financiers de chaque pays se comportent de façon très différente dans leur stratégies de placement des avoirs de leurs clients :

- Crédits, Prêts et Participations dans leur pays de collecte
- Crédits et Prêts dans les Centres Financiers
- Autres Utilisations (essentiellement des achats d'actions)

Ce tableau montre l'allocation des investissements des investisseurs nationaux dans

- (i) les fonds investissant dans des actions domiciliés dans le pays investisseur du fonds (fonds domestiques),
- (ii) les fonds investissant dans des fonds privés domiciliés dans des fonds non domestiques incorporés dans des centres financiers, et
- (iii) d'autres fonds non domestiques investissant dans des actions (en pourcentage du total investisseur du pays investisseur dans des fonds investissant en actions), basé sur les données de 2021 (voir colonnes 2 à 4).

Figure 2 : Les Assurances et Fonds de Pension – Part des délocalisations de nos épargnes dans les Centres Financiers

	Domestic funds	Financial centres	Other funds
AT	46.8	41.1	12.1
BE	29.9	66.7	3.4
DE	40.9	56.2	2.9
EE	1.9	86.3	11.8
ES	12.9	81.6	5.5
FI	61.4	33.7	4.9
FR	50.7	47.9	1.3
GR	1.1	94.7	4.2
IE	30.4	67.1	2.5
IT	15.9	80.4	3.6
LT	1.3	95.9	2.8
LU	57.0	23.8	19.2
LV	4.6	87.5	7.9
MT	1.0	95.5	3.5
NL	50.9	47.8	1.2
PT	37.0	60.6	2.3
EA	27.7	66.7	5.6

AT signifie Autriche, BE pour Belgique, DE pour Allemagne, EE pour Estonie, ES pour Espagne, FI pour Finlande, FR pour France, GR pour Grèce, IE pour Irlande, IT pour Italie, LT pour Lituanie, MT pour Malte, LU pour Luxembourg, LV pour Lettonie, NL pour Pays-Bas, PT pour Portugal et EA pour la zone euro.

La lecture de ce tableau doit être bien comprise :

- Pour les pays les plus faibles, les chiffres (très faibles) correspondaient assez bien à la réalité : les économies nationales étaient « exportées » essentiellement dans les centres financiers ;
- Pour les Centres Financiers Européens (LU, IE, NL, AT), les chiffres (très élevés) signifient que les collectes (provenant des autres pays) sont immédiatement utilisées pour approvisionner d'autres structures « domestiques » dont la vocation est purement financière ;
- Enfin, il faut noter la grande disparité de stratégie « domestique » dans les grands pays fondateurs dans : 40,9% pour l'Allemagne (DE), 50,7% pour la France (FR), 15,9% pour l'Italie, 12,9% pour l'Espagne et 37,0% pour le Portugal.

Par cupidité, ils ont aussi créé des filiales spécialisées qui, dans un premier temps, octroyaient des crédits à des taux plus élevés mais qui, désormais, préfèrent financer des biens de consommation durable (pour les entreprises et les particuliers) sous la forme de LOA ou LEASING (location mobilière de moins de 7 ans, avec option d'achat) et de LLD (location longue durée, sans option d'achat, sur une durée de plus de 7 ans).

Ce faisant, ils se condamnent eux-mêmes à l'autodestruction car ces systèmes sont bien plus coûteux, et ils ne sont pas soumis au plafonnement des taux de crédit (quand ils existent).

Autrement dit, les filiales de ces grandes banques appauvrissent leurs propres clients avec des taux réels (calculés sur forme de Taux de Rentabilité Interne) qui dépassent largement les 8% par an.

e) Fonction de Capital

Cette fonction implique l'existence et le bon fonctionnement d'un « marché de capitaux » pour l'obtention de capitaux sur une durée supérieure à sept ans.

En ce qui concerne l'Europe, cette fonction est très mal exercée.

Pour les opérations de création et de développement des entreprises, les besoins de capitaux à moyen et à long terme sont démesurés dans des économies créatrices de valeur ajoutée et d'emplois bien rémunérés :

- ✓ Ces besoins n'existent pas seulement dans les mégapoles mais un peu partout sur le territoire ;
- ✓ Ces capitaux peuvent être privés, publics ou semi-publics ;
- ✓ Pour les entreprises les plus novatrices (notamment dans les services), ils sont tellement importants qu'ils ne peuvent pas être « garantis » par des cautions personnelles ou par des mises en garanties d'actifs matériels existants ;
- ✓ Ils peuvent être comblés par des actionnaires (avec tous les risques), des sociétés de participation (soucieuses de quitter le bateau prioritairement et avec des plus-values importantes) ou par de simples prêteurs (très rares si les « garanties » sont faibles) ;
- ✓ Bien évidemment, plus le risque est important et durable (plus de quatre ans), plus les exigences des participants sont importantes.

Sous quelles formes se manifestent ces exigences ?

En l'absence de garanties traditionnelles, le critère des Européens et des organismes de financement traditionnels est celui du ROI ou Return On Investment ⁽³⁾ qui suppose bien sûr un point de départ : **un Résultat Net positif**.

Bien évidemment, s'y ajoutent tous les postes extra-comptables, allant des provisions LMT aux amortissements, qui alimentent la trésorerie en réduisant les bénéfices et les impôts.

Dans un programme d'investissement, l'évaluation des risques commence par le recensement des flux négatifs (les dépenses d'investissement, les besoins en fonds de roulement spécifiques et les charges spécifiques) et les flux positifs (chiffres affaires, subventions et autres recettes spécifiques).

En les positionnant par année, et en les cumulant année après année, les flux de trésorerie - avant impôts et éléments exceptionnels - atteignent normalement l'équilibre au bout de la troisième ou de la quatrième année avant de dégager - ou pas - le vrai potentiel de l'investissement matériel, immatériel ou financier du projet.

Les grandes sociétés de services américaines, très gourmandes en investissements immatériels (organisation, systèmes informatiques) qu'en investissements matériels (qu'elles peuvent financer de façon traditionnelle) ont basé leur croissance sur la stratégie des Besoins en Fonds de Roulement négatifs : peu de stocks, pas de crédit clients et des crédits fournisseurs importants. Par ce biais, elles engrangent des trésoreries positives.

Grâce à leur croissance (même à pertes), elles sont parvenues donc à s'autofinancer pour réaliser leurs investissements colossaux.

B. LES MARCHES DE CAPITAUX DE LA ZONE EURO : CONCENTRATION SUICIDAIRE

a) Chiffrage de ces Marchés de Capitaux en Zone Euro

A fin 2025, les marchés des capitaux (hors emprunts) évalués comme des « ressources » s'élevaient à environ 100.000 milliards euros (ou cent trillions d'euro):

- ✓ *Actions (émises par) des Sociétés Non Financières : 33.000 milliards euros*
- ✓ *Titres de Dettes émis par des Sociétés Non Financières : 2.000 milliards euros*
- ✓ *Actions & Parts émises par des Sociétés Financières : 41.500 milliards euros*
- ✓ *Titres de Dettes émis par des Sociétés Financières : 9.500 milliards euros*
- ✓ *Titres de Dettes émis par les Gouvernements : 11.700 milliards euros*

TOTAL : 97.500 milliards euros, arrondis à 100.000 milliards euros.

En résumé, les Sociétés Financières (50.800 milliards) et les Gouvernements (11.700 milliards) avaient « pompé » les marchés financiers en 2025 dans une proportion proche des 2/3 des fonds récoltés à LMT.

Autrement dit, « le marché des capitaux de la Zone Euro » est « réservé » et
« peu accessible » pour les vrais créateurs de richesse nationale.

Ce marché est pratiquement « interdit » aux entreprises nationales de taille intermédiaire
(ETI), aux PME-PMI et surtout aux « licornes » ⁽⁴⁾.

b) Le Marché des Collectes : « Le Marché Primaire »

Les fonds récoltés par les « grands collecteurs » de l'épargne des Européens étaient les suivants :

- ✓ *Monnaie bancaire en circulation : 36.400 milliards euros*
- ✓ *Comptes « assurance » : 9.200 milliards euros (dont 7.000 milliards euros « intouchables »)*
- ✓ *Comptes « Fonds de Pension » : 3.700 milliards d'euros (dont 3.600 milliards euros « intouchables »)*
- ✓ *Autres Comptes Payables (à encaisser) : 12.800 milliards euros.*

TOTAL : 62.100 milliards euros, arrondis à 60.000 milliards euros

³ C'est en 1914 que Donaldson Brown a introduit le concept de ROI chez DuPont. Sur ce concept se sont greffés plus tard toutes les théories sur les probabilités, inventées par Blaise PASCAL et Pierre de FERMAT en 1654, puis développées par tous les grands mathématiciens, avant d'être préconisées par John Maynard KEYNES « *A Treatise on Probability* » et Harold JEYFFREYS « *Theory of Probability* » pour mesurer les choix dans un environnement incertain. Franck RAMSEY et Bruno de FINETTI s'opposent à une vision de « relations logiques » entre les propositions pour souligner que ces propositions sont purement personnelles, mais soumises à des impératifs de cohérence.

⁴ Jeune entreprise, non cotée en bourse, ayant atteint (rapidement) un chiffre d'affaires d'un milliard d'euros.

c) La Haute Finance « Toute Puissante » (Fin 2025)

En comptabilité, l'actif d'un bilan est toujours égal au passif du même bilan et, pour mémoire, un bilan n'est jamais qu'une photographie à un instant « t » de tous les engagements (dettes / liabilities) et de tous les (avoirs / assets) d'une société.

En additionnant tous les actifs ou passifs des Sociétés Financières (banques centrales, banques commerciales, assurances, fonds de pension, fonds monétaires (Monetary Markets Funds) et autres sociétés financières ⁽⁵⁾), la BCE publie des statistiques sur les « Financial Account Transactions and Assets » qui, à la fin de 2025 (QIV-2025), donnaient une vue agrégée (aggregated) de tous les bilans de ces sociétés à la fin de chaque trimestre.

Figure 3: Synthèse des Comptes Financiers (agrégés) de la Zone Euro à fin 2025

FIN 2025	ACTIFS	PASSIFS	NET
MENAGES	35295	9132	26163
ENTREPRISES	41007	56419	-15412
GOUVERNEMENTS	8337	16995	-8658
TOTAL	84639	82546	2093
SOCIETES FINANCIERES	106797	107094	-297
NON AFFECTES	-985	811	-1796
TOTAL	190451	190451	0

Ces statistiques « agrégées » sont obtenues par le cumul des actifs et des passifs des agents économiques et des secteurs économiques.

d) Quels sont les chiffrages « surprenants » (Actifs) ?

Trois chiffres nous conduisent à une conclusion très synthétique sur les agents / secteurs.

Le chiffre prodigieux de 190.451 milliards euros (Total Assets / Liabilities F)

- L'importance des Ménages : 35.295 Md€
- La démesure des Sociétés Financières : 106.797 Md€ (56,4% du total)
- Les actifs des Entreprises (Sociétés Non Financières) : 41.007 Md€
- Les actifs des Gouvernements : 8.337 Md€

e) Le Marché Secondaire » : Concentration des Liquidités (Passifs)

Figure 4 : Concentration des Liquidités en Zone Euro en fin 2025 (bilans agrégés)

PASSIFS	
SOCIETES FINANCIERES	FIN 2025
MONNAIE ET DEPÔTS	35560
TITRES DE DETTE	9293
EMPRUNTS	7489
ACTIONS ET PARTS	41065
ASSURANCES ET FONDS PENSION	9840
AUTRES PASSIFS FINANCIERS	3549
TOTAL PASSIFS	106796

Le poste Monnaie et Dépôts des Banques Commerciales et du SEBC (BCE) :

- Agrégat M3 (17.203 Md€) dont les billets en circulation (1.596Md€)
- Passifs Externes – hors Eurosysteme (5.502 Md€)
- Engagements Restants (4.867 Md€)
- Bilan de la BCE (9.765 Md€) dont Capital et Réserves (1.204 Md€) à déduire, soit 8.561 Md€
- TOTAL : 36.133 Md€ (hors corrections statistiques de (-0,563 Md€))

⁵ Ce groupe regroupe les banques, les compagnies d'assurance et divers organismes de crédit ou de placement.

La raison pour laquelle nous avons désigné ce Marché de la Collecte de « Secondaire » se comprend très vite en détaillant le poste Actions & Parts (au Passif).

Figure 5: Détails sur les Passifs (hors collectes) des Sociétés Financières en fin 2025

PASSIFS - DETAILS des SOCIETES FINANCIERES	2025-QIV
ACTIONS COTEES	3208
ACTIONS NON COTEES & PARTS	15897
FONDS INVESTISSEMENT	21960
TOTAL (DETAILS)	41065

Non seulement, « la Finance » concentre et gère nos économies comme bon lui semble mais elle ne se contente même pas des 62.100 milliards euros obtenus.

En fin 2025, elle avait « en plus » émis :

- Titres de Dette (moins de sept ans, dont la plupart à très court terme) pour 9.293 Md€
- Emprunts (plus de sept ans, en général dix ans) pour 7.489 Md€

f) Le Principe du Tourniquet

« Actions & Parts » : « la Finance » a réinventé le « tourniquet » de la consanguinité

Avec des « Actions Cotées » de 3.208 Md€, elle a créé de multiples sociétés au cœur de la Zone Euro, essentiellement dans « les pays spoliateurs » : Luxembourg, Irlande, Pays-Bas, Malte, Chypre et même Belgique pour les comptes personnels des plus fortunés.

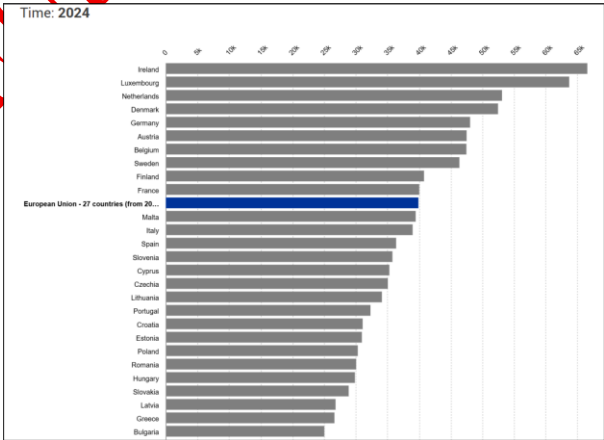
- ✓ Pour les seuls Fonds de Pension, la Banque Nationale de Chypre a publié « un rapport inquiétant » sur la baisse du nombre de fonds de pension sur son territoire entre 2020 et 2025 : entre plus 800 et moins de 600 sociétés de gestion.

Elle compare ce chiffre de 600 fonds de pension à ceux de l'Irlande (5.000) et de l'Espagne (1.000) mais, en comparant leur nombre à celui de leur population respective, ce sont la Finlande et l'Irlande qui comptent le plus grand « nombre de fonds de pension par 100.000 membres » (entre 100 et 900) contre 10 à 100 pour la Belgique, l'Espagne, le Portugal et la Grèce.

Quant aux montants moyens gérés, ce sont les fonds localisés en Belgique, en Slovaquie et en Grèce qui dominent (entre 300 millions et un milliard euros) suivis de la Finlande, la Lettonie, la Lituanie et l'Espagne (entre 100 et 300 millions).

- ✓ Pour visualiser rapidement quels sont les pays prédateurs, il suffit de relever le PNB par Habitant en 2024, avec les dernier chiffres disponibles : Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Autriche, Belgique, Suède, Finlande, Malte et Chypre.

Figure 6 : PNB par Tête en 2024 : identification des pays prédateurs



g) La Concentration des Risques

- ✓ En partant de « collectes naturelles », obtenues grâce à la haute corruption politique, nous pouvons constater que la Haute Finance (TOP-50) a multiplié par (plus de) trois fois sa « puissance de feu » :

de 62 trillions à 190 trillions euros.

- ✓ Cette puissance est basée sur les « enrichissements sans cause » à ne surtout pas confondre avec les « profits normaux » indispensables à la R&D et aux « investissements immatériels » bien plus qu'aux « investissements matériels ».

En conséquence, ces enrichissements sans cause conduisent à l'appauvrissement de « la richesse nationale » (en valeur constante) au détriment des hommes et des femmes (voir Fake News : Acte 1) et de leurs droits essentiels, le Droit de Subsistance et le Droit à l'Existence.

- ✓ *Le problème majeur tient à la stratégie consanguine des emplois : plus de 40.000 milliards euros sont « créés » par-et-pour la Haute Finance :*
 - *soit pour échapper à la fiscalité (évasion fiscale) ;*
 - *soit pour minimiser les risques en dispersant les « investissements » de plusieurs façons, par secteurs économiques ou géographiques ou par compartiments financiers (matières premières, énergies, produits semi-ouvrés, ...) ;*
 - *soit pour gérer les risques eux-mêmes, entre des « investissements en bon père de famille » et des « investissements très spéculatifs » (par exemple : avec des effets de leviers très importants).*

C'est bien sûr une stratégie de « fausse sécurité », d'une part parce que, sur du long terme, la Haute Finance appauvrit ses propres clients et, d'autre part, parce que tous les marchés sont désormais interconnectés.

h) « La grande faucheuse des marchés », c'est « la raréfaction des liquidités ».

- *L'affaiblissement des finances publiques et la hausse des dettes publiques tuent à la fois les revenus (par les impôts et taxes) et réduisent de plus en plus les ressources des Etats (par les charges d'intérêt) ;*
- *La baisse des investissements publics et privés conduit à raréfier les emplois, les revenus et les services, donc le « bien-vivre » dans des régions « oubliées ».*

C'est exactement ce phénomène qui frappe de plein fouet les Etats-Unis dont la dette gouvernementale dépassera les 40.000 milliards de dollars en fin 2026, avec des charges financières dépassant les 1.200 milliards (budget plus élevé que celui de la Défense), et donc avec des déficits budgétaires devenus incontrôlables (entre -1.800 et -2.000 milliards en fin 2026).

Bien sûr, les classes aisées et les puissantes multinationales américaines échappent aux pressions fiscales et préfèrent redéployer leurs productions dans les pays à bas salaires plutôt que de redynamiser un marché intérieur pour qu'il redevienne « auto-suffisant » ⁽⁶⁾.

Les délocalisations massives continueront de se traduire par un déficit commercial ⁽⁷⁾ de plus de 1.000 milliards en 2026 (malgré les mesures tarifaires fantaisistes de Donald Trump).

En 2026, tout le monde « court » après les dollars, aussi bien les Etats (gouvernements, organismes sociaux et collectivités territoriales) que les entreprises et les particuliers.

Les taux de la FED frôlent désormais les 5%, les marchés des obligations et des bons d'état s'effondrent, le tout se propageant à la vitesse de l'éclair de pays à pays, de secteur à secteur, touchant de plus en plus de « placements / investissements ».

Personne n'est en sécurité dans un monde de plus en plus incertain : de « perte de contrôle » à « impuissance », ce monde passe désormais en mode « danger de guerre » tant les dirigeants se montrent de plus en plus imprévisibles.

- ✓ *Il ne peut échapper à personne que nos gouvernants successifs, au sein de l'UE et au sein de chaque pays membre, « cherchent » systématiquement à « faire des économies ».*

Ils réduisent donc les investissements publics et les dépenses les plus critiques :

- *Les « dépenses régaliennes » n'y échappent pas : Armée et Justice, et beaucoup moins la Police (il faut surveiller de plus en plus les populations « rebelles »).*
- *Les « investissements en capital humain » (éducation, formation, droit du travail, droits sociaux) sont comprimés alors qu'ils permettent aux individus les plus motivés de progresser et de se spécialiser dans des domaines de plus en plus pointus.*
- *Les « investissements en capital organisationnel » (centralisation outrancière des multinationales et « économies d'échelle ») sont des plus en plus liberticides (l'humain est mis dans un carcan de procédures et de règlements, y compris au sein de sa vie privée).*

⁶ En 2026, il représente entre 70% et 75% du PNB.

⁷ La balance des Biens est structurellement en déficit depuis 1976 tandis que la Balance des Services affiche des soldes de plus en plus positifs depuis 1976. Au total, la Balance des B&S est structurellement en déficit depuis 1983.

C. CONCLUSIONS ET REFORMES INDISPENSABLES

a) La Haute Finance « Toute Puissante » ?

Imaginons un système
sans intermédiaires financiers
(les actifs nets ou les passifs nets seraient proches de zéro)...
Nous voyons clairement que les Intermédiaires Financiers existent
parce que nous le voulons bien.

Dans un autre système, un vrai système de démocratie participative (et non plus représentative) ou le « système communiste » (en fait, un régime de parti unique), la Haute Finance pourrait disparaître sans faire de dégâts importants (léger passif de -293 Md€).

Comment est-ce possible ?

- Ce sont les Ménages qui sont les plus puissants (+26.163 Md€) même après avoir pris en charge tous leurs crédits (notamment de consommation) et tous leurs emprunts (notamment immobiliers et biens durables)
- Ce sont eux qui financent les Entreprises (-15.112 Md€)
- Ce sont les Ménages qui financent, les Gouvernements (-8.658 Md€)
- Ils financent même les Non-Affectés (dettes pour -1.796 Md€).

Sans même envisager une « révolution »...

Nous comprenons facilement que « la Haute Finance » se considère « hors de portée » en faisant des exercices de funambulisme sur une corde mince que « les peuples » ou que des envahisseurs peuvent débrancher à tout moment.

Eh, oui, les guerres peuvent se perdre...
L'histoire des « grandes civilisations disparues » le prouve...

b) Les « réformes indispensables » ?

Nous devons donc revoir les Traités de Maastricht et tous les autres traités dans les plus brefs délais car la gestion de nos monnaies et de « notre Europe » est calamiteuse.

Pour plus détails, le livre suivant est disponible en plusieurs langues chez KDP-AMAZON.

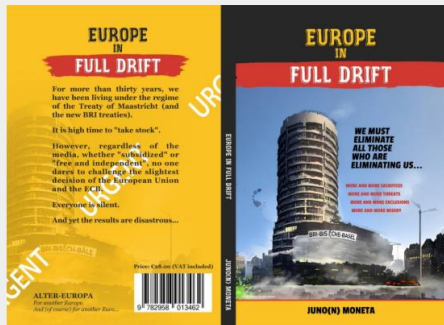
Nous devons donc revoir les Traités de Maastricht et tous les autres traités dans les plus brefs délais car la gestion de nos monnaies et de « notre Europe » est calamiteuse.



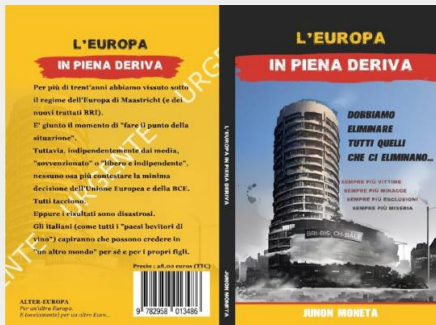
<https://www.amazon.fr/dp/B0G25QL6J5>

English

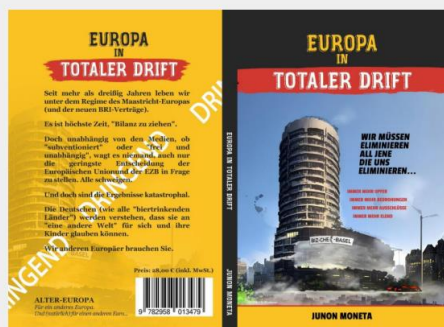
Italiano



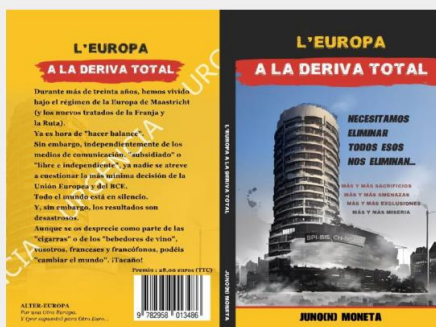
Finally! My research (for 30 years) has led to the long-awaited answers: Why should we fight neo-liberalism? How to fight it?



Finally! My research (for 30 years) has led to the long-awaited answers: Why should we fight neo-liberalism? How to fight it?



Schließlich! Meine Forschung (seit 30 Jahren) hat zu den lang erwarteten Antworten geführt: Warum muss man den Neoliberalismus bekämpfen? Wie bekämpft man ihn?



¡Por último! Mis investigaciones (desde hace 30 años) han dado lugar a las respuestas tan esperadas: ¿Por qué hay que combatir el neoliberalismo? ¿Cómo combatirlo?

ALTER-EUROPA